



PRÉFÈTE DE LA MAYENNE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la Citoyenneté
Bureau des procédures
environnementales et foncières**

Arrêté n° 53DCBPEF-2026-055 du 23 mars 2026

portant mise en demeure à l'encontre de la société HOWMET CIRAL, exploitant une installation de fonderie d'aluminium associée à un atelier de surface, située zone artisanale de la Présaie à Evron (53150).

**La préfète de la Mayenne,
Chevalier de l'Ordre national du Mérite,**

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1 et L. 514-5 ;

Vu le décret du Président de la République du 30 juillet 2025 portant nomination de Mme Nadège BAPTISTA, préfète de la Mayenne ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2009-P-116 du 5 février 2009 codifiant les prescriptions de l'arrêté préfectoral n° 92-0333 du 30 mars 1992 et actualisant les activités exercées par la société ALCOA HOWMET CIRAL dans l'établissement situé zone artisanale de la Présaie à Evron ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2012268-0007 du 24 septembre 2012 relatif aux modalités de surveillance des rejets de substances dangereuses dans le milieu aquatique ;

Vu l'arrêté préfectoral du 22 octobre 2021 modifiant l'arrêté préfectoral n° 2009-P-116 du 5 février 2009, codifiant les prescriptions de l'arrêté préfectoral n° 92-0333 du 30 mars 1992 et actualisant les activités exercées par la société ALCOA HOWMET CIRAL dans l'établissement situé zone artisanale de la Présaie à Evron ;

Vu le rapport de l'inspection de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier en date du 3 octobre 2024 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement rédigé à la suite de la visite d'inspection du 20 septembre 2024 ;

Vu le rapport du 17 juin 2025 de l'inspection des installations classées ;

Vu les audiences des 7 octobre 2025 et 3 février 2026 accordées par Mme la Préfète de la Mayenne à l'exploitant ;

Vu le rapport d'analyse DEKRA n°E82115652501R001 du 11 décembre 2025 relatif au contrôle de la qualité des rejets atmosphériques issus de l'installation d'enrobage ;

Vu le courrier de la société Howmet Ciral reçu le 9 janvier 2026 mentionnant que les résultats de mesure en Composés Organiques Volatils issus de l'installation d'enrobage ne sont pas conformes, que cela soit sur une période de 48 heures ou de 3 fois 4 heures ;

Vu le courrier en date du 24 février 2026 (notifié le 27 février 2026), transmettant le rapport et le projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure à la société HOWMET CIRAL, conformément à l'article L. 171-6 du code de l'environnement ;

Vu l'observation de l'exploitant émise par courrier reçu le 11 mars 2026, sur le projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure susvisé ;

Considérant que les activités de la Société HOWMET CIRAL sont dûment autorisées par l'arrêté préfectoral n° 2009-P-116 du 5 février 2009 modifié ;

Considérant que les activités du site, notamment l'activité d'enrobage de la cire, nécessite l'emploi de solvants organiques, principalement de l'alcool isopropylique, et est à l'origine d'émissions de Composés Organiques Volatils dans l'atmosphère ;

Considérant de ce fait, que ces émissions de composés organiques volatils (COV) dans l'atmosphère sont notamment réglementées par les dispositions de l'article 3.2.2.2 de l'arrêté préfectoral n° 2009-P-116 du 5 février 2009 modifié, qui impose une valeur limite d'émission à 110 mg/Nm³ pour le rejet canalisé ;

Considérant que, par courrier du 22 décembre 2022, la société HOWMET CIRAL a transmis à l'inspection des installations classées le rapport de contrôle de la qualité des rejets atmosphériques issus de l'installation d'enrobage (Rapport DEKRA n° D9691962201R001 du 17 novembre 2022) ;

Considérant que la valeur mesurée en COV, en sortie de l'installation d'enrobage, est de 161 mg/Nm³ pour une valeur limite fixée à 110 mg/Nm³ ;

Considérant que ce constat constitue un manquement aux dispositions de l'article 3.2.2.2 de l'arrêté préfectoral n° 2009-P-116 du 5 février 2009 modifié ;

Considérant que, par du courrier du 22 décembre 2022, l'exploitant précise que cet écart est lié à l'évolution de la production du site, notamment par le nombre de pièces traitées en base alcool et qu'une solution technique de captation et de traitement des COVs est recherchée ;

Considérant que, par courrier daté du 16 mai 2023, la société HOWMET CIRAL a informé l'inspection des installations classées des actions engagées suite au dépassement de la valeur limite d'émissions constaté au cours de l'année 2022 sur les rejets atmosphériques issus de l'installation « Enrobage », notamment la mise en œuvre d'un traitement des rejets de COV par l'installation d'un filtre à charbon actif ;

Considérant que, par courrier du 26 mai 2023, l'inspection a informé que cette mesure corrective n'appelait pas de commentaires dès lors qu'un retour à la conformité réglementaire était garanti de manière pérenne ;

Considérant que, par courrier du 21 décembre 2023, l'exploitant a informé l'inspection des installations classées que le dispositif retenu, à savoir un système de collecte et de traitement des COVs par charbons actifs, avait été installé et mis en service le 16 novembre 2023 ;

Considérant que, par ce même courrier, l'exploitant précise que les performances de l'installation mise en place ne sont pas suffisantes pour permettre un retour à la conformité réglementaire et que l'installation de traitement est sous-dimensionnée pour les rejets de l'installation « Enrobage » ;

Considérant que, par courrier du 2 février 2024, l'inspection a demandé à l'exploitant :

- de mettre en œuvre, sans délai, un plan d'action reprenant les mesures organisationnelles (réduction de production, réduction des flux à la source, ...) et techniques (augmentation de la fréquence de changement des filtres à charbon, location d'un dispositif complémentaire et temporaire de traitement, ...) permettant de réduire au plus bas les émissions de COV issues de l'installation d'enrobage ;
- de s'engager à mettre en œuvre, au plus vite, un dispositif adapté et pérenne de traitement des rejets issus de l'installation d'enrobage ;

- de rapporter mensuellement l'avancement des actions (études, devis, analyses, ...) engagées et planifiées.

Considérant que, par courrier du 20 février 2024, l'exploitant précise :

- qu'afin de réduire immédiatement l'émanation de COV, les bains contenant de l'alcool isopropylique sont couverts lorsque le programme ne nécessite pas de tremper les pièces dans le bain ;
- qu'une nouvelle campagne de mesure des rejets atmosphériques sera réalisée en prenant en compte l'ensemble des phases d'enrobage (aqueuse et solvantée), soit une campagne de mesure sur 8 heures ;
- qu'il recherche un nouveau prestataire afin de mettre en place une solution pérenne de collecte et de traitement des COVs.

Considérant que, par courrier du 22 mars 2024, l'exploitant a joint le rapport de mesure de la société DEKRA (E44179992401R001) relatif à la mesure des COV au sein de l'atelier Enrobage sur une période de 8 heures ;

Considérant que, sur cette période, la mesure de COV est de 90,3 mg/Nm³ et que le prélèvement a été réalisé le 13 mars 2024 sur une période de 8 heures dont 6 heures en couche F16 (base eau) et 2 heures en couche MP1 (base alcool), soit 75 % du prélèvement en couche "eau" et 25 % du prélèvement en couche "solvantée" ;

Considérant qu'en application de l'annexe II point c de l'arrêté ministériel du 11 mars 2010 portant modalités d'agrément des laboratoires ou des organismes pour certains types de prélèvements et d'analyses à l'émission des substances dans l'atmosphère, *"la durée du mesurage doit être représentative de la phase ou du cycle à caractériser, et donc doit être au moins égale à la durée de la phase à caractériser ou à un cycle de fonctionnement complet"* ;

Considérant par conséquent, que la mesure ne doit se faire que sur la phase solvantée du procédé (et pas la phase aqueuse), avec au moins 3 mesures de 30 minutes ;

Considérant par conséquent, que le rapport de mesure de la société DEKRA (E44179992401R001) relatif à la mesure des COV au sein de l'atelier Enrobage ne permet pas de conclure au retour à la conformité réglementaire ;

Considérant que, par courriers des 29 avril, 29 mai et 28 juin 2024, l'exploitant a tenu informée l'inspection de l'avancement des travaux de réflexion ;

Considérant que, par courrier du 20 juillet 2024, l'exploitant a transmis l'étude technico-économique (ETE) de la société Coéllys (référence du rapport : R-24-07-011 – Rév 1) ;

Considérant que l'étude susmentionnée conclut qu'en l'absence de possibilité de réduction à la source des émissions de COV, des solutions de traitement des rejets peuvent être appliquées au sein du site d'Evron ;

Considérant qu'au cours de la visite d'inspection en date du 20 septembre 2024, l'exploitant s'est engagé auprès de l'inspection à mettre en œuvre l'une des solutions de traitement présentée dans l'étude technico-économique à l'été 2025 ;

Considérant que le rapport de l'inspection de l'environnement en date du 3 octobre 2024 suite à la visite d'inspection du 20 septembre 2024 précisait qu'un bon de commande signé devait être communiqué à l'inspection des installations classées avant la fin de l'année 2024 ;

Considérant que, par courriers des 25 novembre 2024, 18 décembre 2024, 27 janvier 2025, 26 février 2025, 25 mars 2025, 28 avril 2025 et 26 mai 2025, l'exploitant a tenu informé l'inspection des installations classées de l'avancement du plan d'action suite à la non-conformité relative aux émissions canalisées de composés organiques volatils (COV) ;

Considérant que les courriers susmentionnés font état de l'élaboration d'un cahier des charges pour la mise en œuvre d'un système de traitement par oxydation thermique et de l'élaboration de devis par des prestataires ;

Considérant qu'à ce jour, aucun bon de commande signé n'a été communiqué à l'inspection des installations classées ;

Considérant que le rapport de l'inspection de l'environnement en date du 3 octobre 2024 suite à la visite d'inspection du 20 septembre 2024 précisait que l'installation et la mise en service de l'installation de traitement étaient envisagées pour le mois d'août 2025, période d'arrêt technique des installations de production et qu'un retour à la conformité réglementaire était attendu à cette période ;

Considérant qu'à ce jour, en l'absence de signature d'un bon de commande, la réalisation des travaux pour la mise en œuvre du système de traitement par oxydation thermique est compromise dans le délai annoncé par l'exploitant (août 2025) ;

Considérant que, malgré les délais accordés à l'exploitant depuis la non-conformité observée en décembre 2022, le retour à la conformité réglementaire n'est toujours pas atteinte (rapport DEKRA n°E82115652501R001 du 11 décembre 2025 relatif au suivi de la qualité des rejets atmosphériques issus de l'installation d'enrobage faisant état d'une concentration de 295 mg/Nm³ en COVtotaux) ;

Considérant que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société HOWMET CIRAL de respecter les prescriptions susvisées, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Considérant que le projet d'arrêté de mise en demeure a été transmis à l'exploitant, qui a été invité, dans le cadre de la procédure contradictoire, à émettre éventuellement des observations dans un délai de 15 jours ;

Considérant que l'exploitant a formulé une observation sur le projet d'arrêté de mise en demeure ;

Considérant l'avis du 12 mars 2026 de l'inspection des installations classées ;

A R R Ê T E

ARTICLE 1^{er}

La société HOWMET CIRAL, exploitant une fonderie d'aluminium associée à un atelier de traitement de surface sise zone artisanale de la Présaie sur le territoire de la commune d'Évron, est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 3.2.2.2 de l'arrêté préfectoral n° 2009-P116 du 5 février 2009 modifié, sous un délai de 18 mois.

ARTICLE 2

L'exploitant adresse à la préfète de La Mayenne (direction de la citoyenneté, bureau des procédures environnementales et foncières) et à l'inspection des installations classées, les justificatifs attestant du respect des dispositions mentionnées à l'article 1.

ARTICLE 3

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

ARTICLE 4

L'arrêté est publié pour une durée minimale de deux mois, et jusqu'à la justification du respect de toutes les dispositions de l'article 1 du présent arrêté, sur le site internet des services de l'Etat à l'adresse suivante :

<https://www.mayenne.gouv.fr/Actions-de-l-Etat/Environnement-eau-et-biodiversite/Installations-classees/Installations-classees-industrielles-carrieres/Mesures-de-police-administrative>

ARTICLE 5

Le présent arrêté sera notifié à la société HOWMET CIRAL par courrier en recommandé avec accusé de réception.

ARTICLE 6

Le secrétaire général de la préfecture de la Mayenne, le sous-préfet de Mayenne, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

La préfète



Nadège BAPTISTA

Voies et délais de recours

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Nantes (6, allée de l'Ile Gloriette – 44041 Nantes Cedex 01) ou par voie électronique par l'intermédiaire de l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site : www.telerecours.fr dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai 2 mois :

1° pour l'exploitant, ce délai commence à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;

2° par les tiers intéressés, ce délai commence à compter de la publication de la décision sur le site internet des services de l'État en Mayenne.

ANNEXE à l'arrêté préfectoral portant mise en demeure

Article L. 171-8 du code de l'environnement

I.-Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine. En cas d'urgence, elle fixe, par le même acte ou par un acte distinct, les mesures nécessaires pour prévenir les dangers graves et imminents pour la santé, la sécurité publique ou l'environnement.

II.-Si, à l'expiration du délai imparti, il n'a pas été déféré à la mise en demeure, aux mesures d'urgence mentionnées à la dernière phrase du I du présent article ou aux mesures ordonnées sur le fondement du II de l'article [L. 171-7](#), l'autorité administrative compétente peut arrêter une ou plusieurs des sanctions administratives suivantes :

1° Obliger la personne mise en demeure à s'acquitter entre les mains d'un comptable public avant une date déterminée par l'autorité administrative du paiement d'une somme correspondant au montant des travaux ou opérations à réaliser.

Sous réserve du 6° du I de l'article L. 643-8 du code de commerce, cette somme bénéficie d'un privilège de même rang que celui prévu à l'article 1920 du code général des impôts. Il est procédé à son recouvrement comme en matière de créances de l'Etat étrangères à l'impôt et au domaine.

L'opposition à l'état exécutoire pris en application d'une mesure de consignation ordonnée par l'autorité administrative devant le juge administratif n'a pas de caractère suspensif ;

Une fois la somme recouvrée par le comptable public, celui-ci procède à sa consignation entre les mains de la Caisse des dépôts et consignations. Un décret en Conseil d'Etat fixe les modalités de déconsignation et les conditions dans lesquelles les sommes consignées sont insaisissables, au sens de l'article L. 112-2 du code des procédures civiles d'exécution, par dérogation aux articles 2284 et 2285 du code civil, ainsi que les conditions de leur utilisation en cas d'ouverture d'une procédure collective ;

2° Faire procéder d'office, en lieu et place de la personne mise en demeure et à ses frais, à l'exécution des mesures prescrites. Les sommes consignées auprès de la Caisse des dépôts et consignations en application du 1° du présent II sont utilisées pour régler les dépenses ainsi engagées ;

3° Suspendre le fonctionnement des installations ou ouvrages, l'utilisation des objets et dispositifs, la réalisation des travaux, des opérations ou des aménagements ou l'exercice des activités jusqu'à l'exécution complète des conditions imposées et prendre les mesures conservatoires nécessaires, aux frais de la personne mise en demeure ;

4° Ordonner le paiement d'une amende administrative au plus égale à 45 000 €, recouvrée comme en matière de créances de l'Etat étrangères à l'impôt et au domaine, et une astreinte journalière au plus égale à 4 500 € applicable à partir de la notification de la décision la fixant et jusqu'à satisfaction de la mise en demeure ou de la mesure ordonnée. Les deuxième et troisième alinéas du même 1° s'appliquent à l'astreinte.

Les amendes et les astreintes sont proportionnées à la gravité des manquements constatés et tiennent compte notamment de l'importance du trouble causé à l'environnement.

L'amende ne peut être prononcée au-delà d'un délai de trois ans à compter de la constatation des manquements. Les mesures mentionnées aux 1° à 4° du présent II sont prises après avoir communiqué à l'intéressé les éléments susceptibles de fonder les mesures et l'avoir informé de la possibilité de présenter ses observations dans un délai déterminé.

L'autorité administrative compétente peut procéder à la publication de l'acte arrêtant ces sanctions, sur le site internet des services de l'Etat dans le département, pendant une durée comprise entre deux mois et cinq ans. Elle informe préalablement la personne sanctionnée de la mesure de publication envisagée, lors de la procédure contradictoire prévue à l'avant-dernier alinéa du présent II.